



LAURENT DUPLOMB

SÉNATEUR DE LA
HAUTE-LOIRE

15 rue de Vaugirard
75291 PARIS Cedex 06

l.duplomb@senat.fr

Monsieur Emmanuel Macron
Président de la République
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg Saint Honoré
75008 PARIS

Paris, le 24 janvier 2024,

CABINET SIGNALE

Ref. Sénat/Cab/BT/2401012

Objet : MERCOSUR

Monsieur le Président de la République,

En juin 2023, l'Assemblée nationale a adopté une résolution transpartisane visant à réaffirmer et clarifier notre opposition ferme à la conclusion de l'accord MERCOSUR négocié dans la plus totale opacité et ne répondant nullement aux « lignes rouges » que vous aviez exprimées, quelques mois plus tôt, dans les travées du Salon Internationale de l'Agriculture : respect de l'accord de Paris, zéro déforestation importée, zéro importation de produits agricoles ne respectant pas les normes de production françaises et européennes.

Le 16 janvier 2024, le Sénat a adopté à l'unanimité la même position.

Et à chaque fois, pendant les débats parlementaires, vos Ministres ont tenu à nous rassurer : cet accord ne serait pas conclu, la France y veillait.

Pourtant, les négociations ne se sont jamais arrêtées. En décembre -au beau milieu de la COP 28 !-, une annonce de « deal » trouvée entre la Commission européenne et le MERCOSUR fut même envisagée. Malheureusement, ce plan fut perturbé - seulement pour quelques jours - par la prise de fonctions d'un nouveau Président argentin d'extrême droite, climato-sceptique.

Javier MILEI, dont le programme ne semble pas perturber les promoteurs européens de l'accord, a désormais donné son feu vert à cette conclusion. Aussi, la Commission européenne envisagerait désormais une annonce à la fin du mois de février, en marge de la 13^e conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce.

Au beau milieu du Salon International de l'Agriculture, donc.

Monsieur le Président de la République, alors que les agriculteurs de tout le pays crient aujourd'hui leur colère et leur désespoir, nous vous formulons cette demande : faites part officiellement à la Présidente de la Commission européenne du NON ferme et sans condition de la France à la conclusion de cet accord.

Espérant que le Parlement et les représentants de la nation seront entendus, nous vous prions de croire, Monsieur le Président de la République, en l'expresssion de notre haute considération.

Laurent DUPLOMB

Liste cosignataires